Document généré le 2 juil. 2025 07:25

Revue d'histoire de l'Amérique française

Regards sur l'évolution de la *RHAF* depuis 1982

Julien Goyette, Louise Bienvenue et Nicolas Devaux

Volume 74, numéro 1-2, été–automne 2020

Bilan et perspectives en historiographie de l'Amérique française

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1075494ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1075494ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)
1492-1383 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Goyette, J., Bienvenue, L. & Devaux, N. (2020). Regards sur l'évolution de la *RHAF* depuis 1982. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *74*(1-2), 11–45. https://doi.org/10.7202/1075494ar

Résumé de l'article

Véhicule scientifique de premier plan, la *Revue d'histoire de l'Amérique française* constitue un indicateur privilégié de l'évolution de la discipline historique. Prolongeant les bilans antérieurs d'Harvey/Linteau (1972) et de Coupal (1983), cet article analyse la production de la *Revue* de 1982 à 2018. L'examen des 501 articles publiés et des 423 auteur.e.s révèle une transition tranquille entre l'histoire sociale et l'histoire culturelle ainsi qu'une présence accrue des femmes parmi les collaborateur.trice.s. Le Québec contemporain demeure sans conteste le terrain privilégié d'investigation des chercheur.e.s. Enfin, la place ténue accordée à l'histoire des Autochtones représente assurément le résultat le plus interpellant de cette étude.

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Regards sur l'évolution de la *RHAF* depuis 1982[1]

Julien Goyette
UQAR

Louise Bienvenue
Université de Sherbrooke

Nicolas Devaux
UQAR

Résumé • Véhicule scientifique de premier plan, la *Revue d'histoire de l'Amérique française* constitue un indicateur privilégié de l'évolution de la discipline historique. Prolongeant les bilans antérieurs d'Harvey/Linteau (1972) et de Coupal (1983), cet article analyse la production de la *Revue* de 1982 à 2018. L'examen des 501 articles publiés et des 423 auteur.e.s révèle une transition tranquille entre l'histoire sociale et l'histoire culturelle ainsi qu'une présence accrue des femmes parmi les collaborateur.trice.s. Le Québec contemporain demeure sans conteste le terrain privilégié d'investigation des chercheur.e.s. Enfin, la place ténue accordée à l'histoire des Autochtones représente assurément le résultat le plus interpellant de cette étude.

Abstract • As a leading scientific publication, the *Revue d'histoire de l'Amérique française* is a telling indicator of the evolution of the historical discipline. Extending the previous assessments of Harvey & Linteau (1972) and Coupal (1983), this article analyzes the *Revue's* production between 1982 and 2018. An examination of the 501 published articles and the 423 authors reveals a smooth transition from social history and cultural history, as well as an increased presence of women among collaborators. Contemporary Quebec undoubtedly

1. Les auteur.e.s tiennent à remercier le Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS), en particulier Kim Petit, coordinatrice aux projets numériques, Karine Hébert (UQAR) ainsi que les évaluateurs anonymes de cet article.

remains the privileged field of investigation for researchers. Finally, the tenuous place of the Indigenous people's history certainly represents the most challenging finding of this study.

Au sein de la modeste communauté de chercheur.e.s qui se consacre à l'histoire du Québec et des francophonies d'Amérique, la *Revue d'histoire de l'Amérique française* – la *RHAF*, comme on l'appelle dans le métier – occupe une place toute particulière. Indice de son importance, chacun semble entretenir à son sujet une opinion bien arrêtée. Alors qu'elle se présente, aux yeux des uns, comme un lieu de consécration et de reconnaissance professionnelle, elle s'impose plutôt, dans le regard des autres, comme un fossoyeur de l'histoire nationale, coupable d'avoir renié l'une de ses missions fondamentales. La *RHAF* symbolise par ailleurs, pour une frange peut-être plus engagée d'historien.ne.s, un certain conservatisme, un attachement à des pratiques méthodologiques exigeantes, certes, mais desséchantes et élitistes qui coupent l'histoire de son élan émancipateur. Or, pour le plus grand nombre, on peut le penser, le périodique trimestriel fondé en 1947 par Lionel Groulx s'impose avant tout comme une valeur refuge, un gardien autorisé de la rigueur disciplinaire et un détenteur d'un riche capital symbolique. À partir d'un sondage mené au sein de quatre universités québécoises (UQÀM, Université de Montréal, Université Laval et Université de Sherbrooke), Vincent Larivière soulignait en 2016 que la *RHAF* se situe toujours au 1er ou 2e rang des revues d'histoire, toutes origines confondues, les plus consultées[2].

Associé au procès de disciplinarisation de l'histoire, le récit de la fondation de la *RHAF* dans l'immédiat après-guerre a été maintes fois raconté. La naissance du périodique savant, qui concorde avec la création de l'Institut éponyme et des départements d'histoire de l'Université Laval et de Montréal (alors appelés instituts), représente une date charnière dans l'essor de la pratique disciplinaire au Québec[3]. On ne s'étonnera guère,

2. Vincent Larivière, « La diffusion des connaissances à l'ère numérique », conférence inédite présentée lors de la Journée d'étude sur la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Montréal, 17 juin 2016.

3. Rosario Bilodeau, « Les vingt ans de la *Revue d'histoire de l'Amérique française* », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 21, 1 (juin 1967), p. 1-12 ; Pierre Gregory, « De l'histoire récit à l'histoire problème. La pratique historienne dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* de 1947 à 1982 », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 1982 ; Patrice Régimbald, « La disciplinarisation de l'histoire au Canada français 1920-1950 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51, 2 (automne 1997), p. 163-200 ; Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec* (Sillery, Septentrion, 1998) ; Charles-Philippe Courtois, *Lionel Groulx. Le penseur le plus influent de l'histoire du Québec* (Montréal, Éditions de l'Homme, 2017), p. 473-477.

pour cette raison, que la *RHAF* soit inscrite dans la fibre même de l'identité des historien.ne.s de la francophonie nord-américaine. Si les raisons de sa longévité restent à analyser, son statut de revue « généraliste » aura favorisé, au fil des ans, une capacité à embrasser les différents sous-champs de l'histoire, y compris ceux qui émergent en se posant, peu ou prou, en rupture avec des pratiques légitimes et établies (histoire des femmes, histoire orale, histoire des émotions, etc.). Pour cette raison, sans nier l'influence qu'ont pu avoir les différents comités de rédaction sur l'orientation de la *Revue*, on peut présumer que l'effet de « chapelle » n'y aura jamais trouvé de terreau très fertile, se voyant presque toujours sapé à la base. S'ajoute à cela le fait que le périodique est l'un des rares à n'être institutionnellement affilié à aucune université en particulier[4]. Ce statut d'autonomie vient limiter encore la possibilité pour une école idéologique[5] d'y faire son nid, bien que l'on ne puisse nier l'existence, au sein de la *RHAF*, de manières de faire et de voir formant sa culture propre. Inversement, l'adossement de la *Revue* à l'Institut d'histoire de l'Amérique française (IHAF) – fort de ses quelques centaines de membres, de son congrès, de ses prix scientifiques – lui confère une autorité évidente et renforce d'autant son prestige.

C'est précisément parce qu'elle s'impose comme un véhicule scientifique de premier plan qu'il a semblé nécessaire de se pencher sur la *RHAF* dans le cadre du présent numéro. N'était-il pas grand temps qu'on s'y consacre, d'ailleurs, tant le dernier bilan général – signé par Jean-Paul Coupal en 1983 – remonte à loin ? Il prolongeait alors une étude statistique menée par Fernand Harvey et Paul-André Linteau, parue en 1972[6]. Depuis, aucune analyse systématique n'a été menée, bien que certains bilans partiels aient apporté un éclairage intéressant[7].

4. Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006), p. 262.

5. Cette notion d'« école » qui a si souvent servi à organiser le passé disciplinaire et dont il convient pourtant de ne pas oublier le caractère performatif. Voir François-Olivier Dorais, « Classifier et organiser la production historiographique au Québec : réflexions critiques autour de la notion d'"école historique" », *Bulletin d'histoire politique*, 24, 3 (printemps 2016), p. 158-176.

6. Jean-Paul Coupal, « Les dix dernières années de la *Revue d'histoire de l'Amérique française 1972-1981* », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36, 4 (mars 1983), p. 553-567 ; Fernand Harvey et Paul-André Linteau, « L'évolution de l'historiographie dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 1947-1972 : aperçus quantitatifs », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 2 (septembre 1972), p. 163-183. Les références à ces deux articles seront désormais données dans le corps du texte entre parenthèses. Il est à noter que le dernier numéro analysé par Coupal est paru en mars 1982, mais qu'il traite son corpus comme couvrant la décennie 1972-1981.

7. Gérard Bouchard, « L'histoire sociale au Québec. Réflexion sur quelques paradoxes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51, 2 (automne 1997), p. 244-245 ; Joanne Burgess, « L'histoire du Québec : tendances récentes et enjeux », dans Denise Lemieux et coll., *Traité de la culture* (Québec, Les Presses de

À près de 40 ans de distance, on relit avec intérêt – et parfois avec amusement – les conclusions de ces anciennes études synthèses. Les premières 25 années de la *Revue*, rappellent les auteurs, ont été celles de la disciplinarisation du métier. Les universitaires y ont vite supplanté les amateurs en faisant valoir leurs propres règles. Dès la fin des années 1960, on observe en particulier un déclin de l'intérêt pour la Nouvelle-France qui est associé à l'épuisement du récit des origines mystiques de la nation (Harvey et Linteau, p. 180). Une laïcisation est également à l'œuvre, tant en ce qui concerne les thèmes que le statut des collaborateur.trice.s[8]. Enfin, dès la fin des années 1960, on remarque une plus grande ouverture à l'interdisciplinarité (Harvey et Linteau, p. 169 ; Coupal, p. 557). Ces traits s'accentuent dans les années 1970, qui consacrent le début de la domination de l'histoire sociale au sein de la *RHAF*, un phénomène corrélé avec le déclin marqué de l'histoire politique. Les approches plus culturelles, quant à elles, font alors une timide apparition (Coupal, p. 558).

Que deviennent ces tendances après le tournant des années 1980 et jusqu'à aujourd'hui ? Comment évolue la *RHAF* dans un contexte mouvant, marqué entre autres par la multiplication spectaculaire du nombre de revues scientifiques[9], le développement des études supérieures[10] et l'évolution générale du paysage éditorial en histoire ? Rappelons que, dès 1968, la revue bilingue *Histoire sociale/Social History* était venue diversifier les lieux de publication des recherches francophones en histoire. Viendront plus tard le *Bulletin d'histoire politique* (1992), les *Cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle* (1994-2000), *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française* (2000) ainsi qu'*HistoireEngagée.ca* (2010), qui procèdent toutes, à différents degrés, d'une insatisfaction à l'égard de l'historiographie dominante, dont la *RHAF* est assurément l'un des emblèmes. On soulignera par ailleurs l'apparition de revues thématiques, souvent bilingues et interdisciplinaires, qui accueillent des contributions historiennes, comme *Recherches amérindiennes*

l'Université Laval/Éditions de l'IQRC, 2002), p. 29-45 ; Magda Fahrni, « Reflections on the Place of Quebec in Historical Writing on Canada », dans Christopher Dummitt et Michael Dawson, dir., *Contesting Clio's Craft. New Directions and Debates in Canadian History* (London, Institute for the Study of Americas, 2009), p. 1-20.

8. « Au point de départ, clercs et laïcs se partagent à peu près également les articles (48,1 % et 51,9 % respectivement). Après 1963, les premiers ne sont responsables que pour 21,5 % des textes. » (Harvey et Linteau, p. 176).

9. Entre 1983 et 2008, le nombre d'articles scientifiques publiés dans le monde a doublé. Joëlle Farchy et Pascal Froissart, « Le marché scientifique, entre accès "propriétaire" et accès "libre" », *Hermès*, 57 (2010), p. 138.

10. Source MELS et MESRST, *Indicateurs de l'éducation*, édition 2013. Pour en savoir plus, on consultera l'article d'Yves Gingras, « Trente ans de recherche universitaire au Québec : les chiffres », *Découvrir* (mai-juin 2010), p. 80-88.

au Québec (1971), *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review* (1972), *Le Bulletin canadien d'histoire de la médecine/Canadian Bulletin of Medical History* (1978), *La Revue du Nouvel-Ontario* (1978), *Scientia Canadensis* (1981), *Recherches féministes* (1988), *Globe* (1998) et *Mémoires du livre/Studies in Book Culture* (2009). La question de savoir comment cette diversification et cette spécialisation du marché de l'édition savante affectent la *RHAF* forme, assurément, l'arrière-plan de notre enquête[11].

La présente étude entend donc prendre le relais des précédents bilans en s'attachant d'abord à présenter les auteur.e.s de la *Revue*, puis à caractériser le contenu de leurs contributions scientifiques. Un corpus costaud a fait l'objet de notre vigilance : pas moins de 423 auteur.e.s et 501 articles ont ainsi été répertoriés[12]. Afin de dresser le portrait des auteur.e.s, nous avons eu recours aux identifiants classiques : sexe, statut (lorsque disponible), affiliation institutionnelle et région d'appartenance au moment de la publication des articles (Tableau 1, p. 17). La précision de ce portrait fut toutefois limitée par le fait que la *RHAF* ne publie sa « Note sur les auteurs », où l'on peut puiser des données biographiques, qu'à partir du numéro d'été-automne 2005 (vol. 59, n°s 1-2)[13]. L'analyse des textes, quant à elle, a porté sur le corpus entier et non sur un échantillonnage. Nous avons ainsi retenu l'ensemble des articles et des notes de recherche ayant fait l'objet d'une évaluation par les pairs. Seules certaines pièces furent exclues : mots du directeur, introductions de numéros thématiques, textes de conférence, comptes rendus, notes critiques, répliques[14] et chroniques (d'archives et bibliographiques).

On s'en doute, l'établissement d'une telle grille d'analyse a exigé une patiente réflexion. Pour favoriser les comparaisons, nous avons cherché à maintenir, dans la mesure du possible, les catégories établies par nos prédécesseurs, notamment celles qui concernent la périodisation. Cela

11. Pour un panorama plus complet, rappelons qu'avant la période étudiée, la *RHAF* cohabitait déjà avec la *Canadian Historical Review* (1920), les *Cahiers des Dix* (1936) ainsi qu'avec *Recherches sociographiques* (1960), cette dernière qui, en vertu de sa vocation multidisciplinaire, accueillait un certain nombre de contributions historiques.

12. Notre corpus s'étend ainsi du volume 36, n° 1 (juin 1982), au volume 72, n° 1 (été 2018). Le chiffre de 423 représente le nombre d'individus qui ont signé un article dans la *RHAF* durant la période. Le nombre total d'auteur.e.s, incluant ceux d'entre eux ayant publié plus d'un article, est de 592.

13. Précisons que cette étude est basée uniquement sur le contenu publié de la *Revue*. Une analyse plus large et complète de la *RHAF* devrait inclure les archives administratives (procès-verbaux du comité éditorial, correspondance avec les auteur.e.s, etc.). De telles sources complémentaires donneraient accès aux coulisses de la pratique éditoriale et permettraient de voir, par exemple, quels articles ne furent pas jugés dignes d'être publiés et pour quelles raisons.

14. Dans le cas des quelques débats publiés dans la *Revue*, nous avons retenu l'article original tout en écartant les répliques, qui échappent au processus ordinaire d'évaluation par les pairs.

dit, il nous est vite apparu que certaines d'entre elles étaient devenues inopérantes. Pour n'évoquer qu'un exemple, le partage établi entre les contributions adoptant « la méthode historique » et celles « ayant recours aux méthodes des sciences humaines » nous a semblé caduc dans un contexte où la nature même de ce que serait « la méthode historique » fait difficilement consensus[15].

Au terme de différents essais, une catégorisation à deux niveaux a été arrêtée, qui permet de répartir les articles selon leur approche principale (histoire sociale, économique, politique, culturelle, épistémologie / historiographie / méthodologie), puis selon deux principaux champs auxquels ils se rattachent. La période et l'espace étudiés dans les articles et les notes de recherche ont aussi fait, bien sûr, l'objet d'une classification. Enfin, nous avons jugé nécessaire d'ajouter à la grille une case « question nationale » pour nous permettre de repérer cet enjeu au sein de la production scientifique et d'en soupeser l'importance en observant les formes diverses de sa problématisation[16].

Aucune classification ne peut prétendre à la perfection, mais nous croyons que celle-ci est susceptible de révéler un portrait précis des évolutions historiographiques de la *Revue*. C'est, en tout cas, notre souhait que de pouvoir fournir aux étudiant.e.s et aux chercheur.e.s des repères solides et quantifiés qui leur permettront de situer leurs projets de recherche dans l'écologie plus large de la production savante en histoire de l'Amérique française.

UN PORTRAIT DES AUTEUR.E.S DE LA *REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE*

Qui sont les auteur.e.s qui publient dans la *RHAF* entre 1982 et 2018 ? Quel portrait général peut-on dégager par l'analyse de leur profil ? On notera en premier lieu la diversité des plumes qui se sont exprimées au sein de la *Revue*, et ce, en dépit de la décroissance significative du nombre d'auteur.e.s que l'on constate durant la période (Annexe A, p. 40). En s'amusant à établir un « championnat des compteurs » (Figure 1, p. 19), on voit certes émerger quelques auteur.e.s vedettes qui semblent « abonnés » à la *RHAF*. Pour autant, on aurait du mal à conclure à la présence d'une « clique », tant ces champion.ne.s ne relèvent ni d'une équipe de recherche ou d'un département en particulier ni d'une approche bien campée. Se

15. Voir, entre autres, François Hartog, *Croire en l'histoire* (Paris, Flammarion, 2013).

16. Un prochain article sera consacré à cette question spécifique ; l'espace imparti ici ne nous permet pas de l'aborder convenablement.

Tableau 1
Statistiques descriptives

Variables		N	Moyenne*
Approche de l'article			
	Histoire culturelle	501	0,307
	Histoire politique	501	0,130
	Histoire sociale	501	0,363
	Historiographie / Épistémologie / Méthodologie	501	0,124
	Histoire économique	501	0,076
Auteur.e.s			
	Nombre d'auteur.e.s par article	501	1,182
	Articles avec au moins un auteur	501	0,701
	Articles avec au moins une auteure	501	0,361
Pays d'affiliation des auteur.e.s par article			
	Canada	501	0,152
	Québec	501	0,756
	Europe	501	0,066
	Autre	501	0,048
Statut des auteur.e.s par article (2005 à 2018)**			
	Professeur.e	163	0,509
	Étudiant.e	163	0,313
	Autre	163	0,135
	Chercheur.e autonome	163	0,067
	Chercheur.e postdoctoral.e	163	0,037
Espace de l'analyse			
	Québec	501	0,749
	Montréal	501	0,144
	Canada	501	0,846
	Canada hors Québec	501	0,098
	Hors Canada (Autre)	501	0,154

* Toutes les variables peuvent être interprétées en pourcentage sauf le nombre d'auteurs.

** L'année 2005 marque l'apparition des notices biographiques. Cela explique la taille restreinte du sous-échantillon (n=163).

mêlent plutôt dans ce palmarès des chercheur.e.s associés à l'histoire sociale de type « classique » avec des praticien.ne.s d'une histoire nettement plus culturelle. Leurs champs d'investigation sont également variés : histoire régionale, histoire de la santé, histoire de la famille, histoire du régime seigneurial, histoire du livre et de l'imprimé, etc. Les études de ces auteur.e.s couvrent un large spectre temporel allant de la Nouvelle-France au XXe siècle.

Autre trait qui caractérise ce vaste corpus : une lourde tendance à la signature unique qui s'inscrit dans un vigoureux habitus disciplinaire. En plus du ratio de 1,18 auteur.e par article, on observe que 86 % des articles sont rédigés par un.e seul.e auteur.e, contre 14 % par des collectifs, ces derniers étant par ailleurs souvent des duos (Tableau 1, p. 17 et Annexe B, p. 41)[17]. Cette culture de la signature unique[18], on le notera, est en porte-à-faux avec les pratiques favorisées par les organismes subventionnaires en sciences humaines et sociales, comme les programmes Regroupements stratégiques et Soutien aux équipes de recherche du FRQSC qui demandent précisément de comptabiliser les réalisations communes en prenant en considération les cosignatures. Comme quoi, l'argent ne fait pas foi de tout…

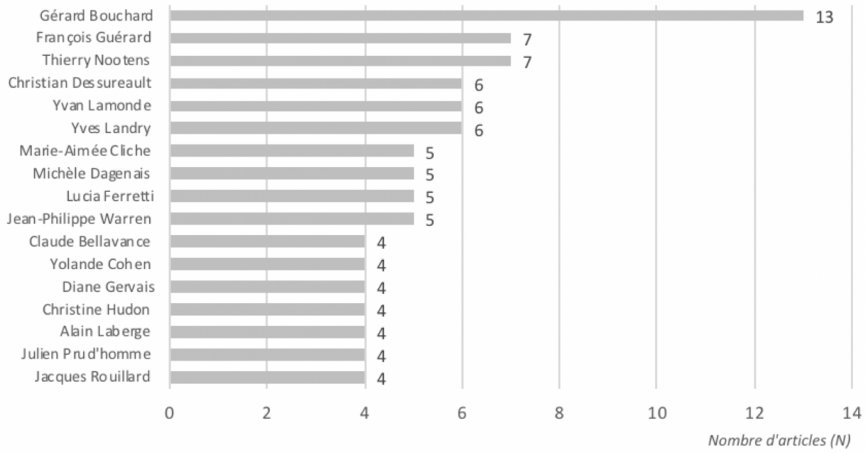
La variable du sexe a, bien évidemment, attiré notre attention. La période étudiée est marquée, sur un plan plus large, par la croissance du nombre de femmes sur le marché de l'emploi et une percée de celles-ci dans les effectifs universitaires globaux[19]. Au chapitre de la parité hommes-femmes, la *RHAF*, rappelons-le, partait de fort loin. Pour l'ensemble de la période 1947 à 1981, c'est seulement 11,3 % des articles qui étaient rédigés

17. L'examen du graphique présenté à l'Annexe B montre que le nombre d'articles collectifs diminue au long de la période, certaines années ne présentant même que des auteur.e.s uniques.

18. L'histoire est l'une des disciplines les moins portées à la signature multiple. Voir Vincent Larivière, Jean Lebel et Pascal Lemelin, *Les recherches collaboratives en sciences humaines. Analyse bibliométrique des pratiques*, rapport préparé pour le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, 2004, p. 13-15.

19. « […] entre les années universitaires 1960-1961 et 1989-1990, l'effectif des femmes enseignant à temps plein dans les universités canadiennes a décuplé, de sorte que leur proportion dans le corps professoral à temps plein a presque doublé, passant de 11 % à 20 % (Lee, 1993). Depuis, cet effectif n'a cessé d'augmenter, la hausse ayant été de plus de 50 % entre 1990-1991 et 2002-2003, soit plus du double de la croissance de la proportion globale des femmes travaillant à temps plein. » Deborah Sussman et Lahouaria Yssaad, « Les femmes dans l'enseignement universitaire », *Perspective, Statistique Canada* (février 2005), p. 6. Pour les années plus récentes, Statistique Canada dresse ce constat : « En 2016-2017, les femmes représentent maintenant près de 40 % du personnel enseignant à temps plein au sein des universités canadiennes, en hausse par rapport à 36,6 % en 2010-2011 ; cela correspond à plus de trois fois leur proportion en 1970, lorsque les femmes représentaient 12,8 % du personnel enseignant à temps plein. » « Nombre et salaires du personnel enseignant à plein temps dans les universités canadiennes, 2016-2017 », *Le Quotidien*, 28 novembre 2017. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/171128/dq171128b-fra.pdf?st=OISeBtS5>.

Figure 1
Auteur.e.s ayant signé le plus grand nombre d'articles (1982-2018)



par des femmes (Coupal, p. 562-563). Cette proportion grimpe durant les années 1982-2018 : les femmes y représentent 36 % du nombre total d'auteur.e.s, en plus d'y avoir signé un pourcentage équivalent des articles. À titre comparatif, le *Bulletin d'histoire politique*, pour la période 1992-2005, n'accueillait que 18 % de contributions féminines[20]. *Mens*, pour sa part, comptait moins de 30 % d'auteures pour les années 2000-2010[21]. L'évolution de cette distribution des sexes au sein de la *Revue* (Tableau 1, p. 17 et Figure 2, page suivante) peut être observée en établissant le nombre d'articles écrits par au moins une femme ou au moins un homme au cours de la période sous enquête.

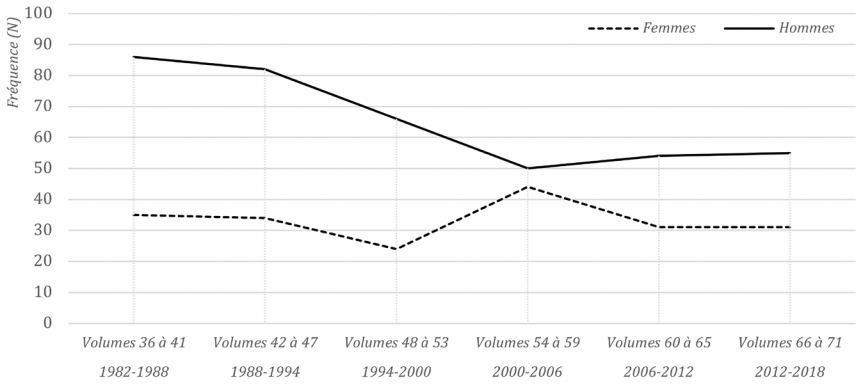
Les chiffres n'indiquent aucun mouvement franc qui pointerait vers la parité dans un horizon rapproché. Malgré qu'elle ait eu à sa tête plusieurs directrices au cours de la période étudiée[22], la *RHAF* se révèle encore, à l'image de l'ensemble de la discipline historique, bien masculine. Toutefois, si l'on se fie à l'indicateur imparfait que représentent les ins-

20. Jean-Philippe Warren et Yves Gingras, « Le *Bulletin d'histoire politique* et le retour du refoulé. La lutte pour l'imposition d'un domaine de recherche dans le champ de l'histoire québécoise (1992-2005) », *Bulletin d'histoire politique*, 15, 3 (printemps 2007), p. 29.

21. Guy Laperrière, « Les dix ans de *Mens* », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 11, 1 (automne 2010), p. 22. Le corpus étudié par l'auteur est restreint : 62 auteur.e.s. Les pourcentages, que nous avons réalisés, ne sont ici qu'indicatifs.

22. Andrée Désilets (1982-1985), Fernande Roy (1996-2000), Denyse Baillargeon (2003-2004), Christine Hudon (2004-2007) et Louise Bienvenue (2013-2018).

Figure 2
Évolution du nombre d'auteur.e.s selon le sexe (1982-2018)



criptions aux programmes de maîtrise en histoire au cours de la dernière décennie, nous sommes en droit d'espérer un léger redressement de ce déséquilibre[23].

Une autre donnée importante pour brosser le portrait des auteur.e.s de la *RHAF* entre 1982 et 2018 est leur statut. Les chiffres ne surprennent guère : la *RHAF* est une revue produite par des chercheur.e.s à l'intention de chercheur.e.s. La présence importante des professeur.e.s de carrière parmi ses auteur.e.s en atteste. Si l'on additionne, pour la période 2005 à 2018 pour laquelle les données sont disponibles, les catégories « professeur.e », « chercheur.e postdoctoral.e » et « étudiant.e », on obtient le rondelet pourcentage de 86 % d'universitaires (Tableau 1, p. 17). Sachant combien les règles méthodologiques de la *RHAF* sont exigeantes, on peut postuler qu'une proportion notable des auteur.e.s figurant dans la catégorie « chercheur.e autonome » et « autres » auteur.e.s possèdent une formation universitaire avancée, en histoire principalement. La qualification massive des praticien.ne.s de l'histoire, à laquelle on assiste depuis quelques décennies, est venue brouiller considérablement le clivage entre « amateurs » et

23. Pour l'ensemble des universités québécoises, le pourcentage des femmes inscrites à la maîtrise en histoire passe de 44 % en 2010-2011 à 46 % en 2018-2019. Nous préférons ici ne pas utiliser les données du doctorat, car le trop petit nombre d'inscriptions ne permet pas de faire de pourcentages probants. Ces données proviennent du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) et ont été traitées par le professeur François Guérard de l'Université du Québec à Chicoutimi. Cela dit, même si notre base de données ne nous a malheureusement pas permis de mesurer cet aspect, il faut garder à l'esprit que les contributeur.trice.s de la *Revue* n'ont pas tous été formés en histoire. Conformément à l'orientation multidisciplinaire de la *Revue* évoquée en introduction, plusieurs sont démographes, sociologues, géographes, littéraires, etc.

« professionnels » en fonction duquel s'est accomplie la disciplinarisation de l'histoire[24]. Cette disciplinarisation, rappelons-le, était déjà chose consommée dans la période qui précède notre enquête. Pour les années 1972 à 1981, 81 % des collaborateur.trice.s de la *RHAF* déclaraient avoir l'université comme « lieu de travail[25] ». Nous ferions un mauvais procès à la revue de Lionel Groulx en rappelant ici les intentions de son fondateur qui souhaitait établir, à travers l'Institut et la *Revue*, un dialogue entre amateurs et spécialistes de l'histoire[26]. Qu'on le regrette ou pas, il y a beau temps que la *RHAF* a pris le virage universitaire. Comme tant d'autres revues emportées par ce même puissant courant de fond[27], elle cherche à répondre prioritairement aux besoins des institutions d'enseignement supérieur[28] plutôt qu'à une quelconque demande d'histoire provenant de couches plus larges au sein de la société[29].

L'Amérique française ne s'étudie-t-elle qu'à partir du Québec ? Lieu de consécration du savoir, l'historiographie est forcément le produit des différents rapports de force qui caractérisent son contexte d'énonciation. Les données (Tableau 1, p. 17) indiquent de manière claire et sans grande surprise, disons-le, la domination des auteur.e.s rattachés au Québec : les trois quarts des articles sont effectivement écrits par des auteur.e.s dont l'institution d'appartenance est située dans la « Belle Province ». La comparaison avec les périodes antérieures ne saurait être que boiteuse, car l'indicateur

24. Martin Pâquet, « Histoire sociale et histoire politique au Québec : esquisse d'une anthropologie du savoir historien », *Bulletin d'histoire politique*, 15, 3 (printemps 2007), p. 86-87.

25. Selon la formulation utilisée dans cette enquête que nous n'avons pas reprise en raison de sa confusion (Coupal, p. 562).

26. R. Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*…, p. 94-95.

27. Ayant tenté le pari, lors de sa fondation, de concilier « engagement » et « recherche académique », se voulant ouverte aux débats publics et aux contributions des acteurs non universitaires, le *Bulletin d'histoire politique* s'est finalement aligné sur le modèle des revues scientifiques, en établissant notamment, en 1996, un processus d'évaluation par les pairs. J.-P. Warren et Y. Gingras, « Le *Bulletin d'histoire politique* et le retour du refoulé… », p. 27-34.

28. Warren et Gingras ont souligné cette pression qui pèse sur nombre de revues à caractère hybride et qui favorise « l'académisation de domaines ayant d'abord été liés à une forme ou une autre de militantisme ». J.-P. Warren et Y. Gingras, « Le *Bulletin d'histoire politique* et le retour du refoulé… », p. 27. Concernant le mandat de la *RHAF* et son lectorat, voir aussi Louise Bienvenue, « Témoignages – Publier la *Revue d'histoire de l'Amérique française* au temps du numérique et du libre accès », *Recherches sociographiques*, 59, 3 (septembre-décembre 2018), p. 451-460.

29. Dans un article rédigé dans le cadre du 50e anniversaire de l'*IHAF*, Micheline Dumont déplorait que l'Institut et la *Revue* ne soient pas parvenus à s'inscrire plus à fond dans les débats sociaux de leur temps, pas plus qu'à agir sur la fonction de l'histoire dans la société. À propos de la *RHAF*, celle qui était alors présidente de l'*IHAF* écrit : « […] il faut mettre la revue dans les mains des étudiants et des étudiantes de premier cycle pour observer leur désarroi. La revue ne ressemble à rien qui leur soit familier, à ce qu'ils croient être l'histoire. » Micheline Dumont, « Histoire et Société : quel a été le rôle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française ? », *Bulletin d'histoire politique*, 6, 2 (hiver 1998), p. 100. Refusé par le comité de rédaction de la *RHAF*, l'article est paru dans le *Bulletin d'histoire politique*.

choisi par nos prédécesseurs était « l'origine ethnique de l'auteur », catégorie que nous n'avons pas reprise à notre compte. Néanmoins, tentons prudemment quelques rapprochements. Entre 1947 et 1972, 75,4 % des collaborateur.trice.s à la *RHAF* étaient identifiés comme des « Canadiens français du Québec », alors qu'ils étaient 67,4 % à correspondre à cette identité entre 1972-1981. En étudiant dans sa dimension géographique la provenance des auteur.e.s qui publient à la *RHAF*, on constate qu'il n'y a guère de mouvement de diversification à l'œuvre (Annexe C, p. 42), sauf peut-être dans les six derniers volumes. Un élargissement que l'on peut associer à l'intérêt pour les perspectives dites « atlantistes ».

L'analyse de la provenance des auteur.e.s s'affine lorsqu'on observe plus particulièrement leur institution d'appartenance respective. Alors que notre banque répertorie pas moins d'une centaine d'institutions, ce sont assurément les 63 institutions universitaires qui fournissent le plus fort contingent d'auteur.e.s et d'articles[30]. Les universitaires tiennent le haut du pavé, nous l'avons vu, qu'ils signent à titre d'étudiant.e, de postdoctorant.e ou de professeur.e. Les universités québécoises fournissent à elles seules 358 des 501 articles de notre corpus, soit 71,45 % des articles (Annexe D, p. 43). Parmi elles, les principales institutions francophones montréalaises se taillent la part du lion. L'Université de Montréal, qui non seulement héberge l'un des plus anciens et des plus imposants départements d'histoire du Québec, mais compte aussi plusieurs démographes historiques, remporte la palme avec ses 71 auteur.e.s. L'UQÀM, qui a « longtemps concentré ses enseignements et ses recherches sur l'histoire du Québec[31] », suit de très près avec 70 auteur.e.s. On notera, sur un autre plan, la place importante occupée par l'UQTR (39 auteur.e.s). Avec ses programmes d'études québécoises ouverts dans les années 1970, cette composante du réseau de l'UQ a permis à un fort contingent de chercheur.e.s de développer des travaux historiques de haut calibre. Par comparaison, une autre université de taille moyenne, l'Université de Sherbrooke, n'a apporté que 18 contributeur.trice.s à la *RHAF*, son département d'histoire plus diversifié sur le plan spatio-temporel expliquant cette plus faible performance. Par ailleurs, le nombre élevé d'auteurs.e.s (14) en provenance de l'UQAC, malgré son corps professoral restreint, s'explique assurément par le dynamisme exceptionnel de l'Institut

30. Notons qu'une quarantaine d'institutions non universitaires sont aussi représentées. Par exemple : Parcs Canada, Bibliothèque et Archives Canada, Bibliothèques et Archives nationales du Québec (BAnQ), Archives de la Ville de Montréal, Cégep du Vieux-Montréal, la Fédération des sociétés d'histoire du Québec, la Cinémathèque québécoise, etc.

31. J.-P. Warren et Y. Gingras, « Le *Bulletin d'histoire politique* et le retour du refoulé… », p. 29. Au *BHP*, c'est 51 % des collaborateur.trice.s qui étudient ou travaillent à l'UQÀM.

interuniversitaire de recherches sur les populations et de Gérard Bouchard. De la même manière, l'Université McGill (17 auteur.e.s) profite de la productivité d'Yvan Lamonde. À lui seul, en effet, ce dernier a rédigé pas moins du quart (6/27) des articles en provenance de cette université.

PORTRAIT DES ARTICLES PUBLIÉS DANS LA *REVUE D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE*

Approches

À l'ère des revues thématiques, des groupes de recherche interdisciplinaires et des méthodes systémiques, pourquoi s'accrocher aux catégories, quelque peu poussiéreuses, d'histoire sociale, politique, économique et culturelle ? N'est-il pas vain d'essayer de distinguer, dans la multitude et la variété des interprétations spécialisées, des formes de convergence ? N'est-ce pas buriner aléatoirement des lignes de partage là où il vaudrait mieux s'appliquer à repérer des transferts, des réappropriations, des hybridations ?

Enjeux de lutte dans la construction sociale et épistémologique de la discipline, ces « conventions disciplinaires » restent des sources d'intelligibilité, et même d'identité, pour les historien.ne.s. « Depuis le début du XXe siècle, comme le souligne Martin Pâquet, il s'agit bien de la convention ontologique par excellence qui structure le champ historien ici et ailleurs dans le monde[32]. » Même si on aime parfois les croire dépassées, ces catégories n'en continuent pas moins de s'inscrire au fronton de la discipline : dans les notices biobibliographiques des praticien.ne.s, la définition des postes de professseur.e.s, l'intitulé des cours et le titre des publications. Quelques-unes des principales revues d'histoire québécoises et canadiennes ne portent-elles pas ostentatoirement le nom d'*Histoire sociale*, de *Bulletin d'histoire politique*, de *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle* ?

Sans se cacher l'intense circulation des problématiques et des méthodes qui caractérisent l'historiographie ambiante, sans perdre de vue non plus à quel point ces catégories ont contribué à masquer l'hétérogénéité des anciennes pratiques disciplinaires, il reste possible de leur accorder aujourd'hui une forme de pertinence, au moins en tant que repères symboliques de la pensée historienne. Pour chaque article, nous nous sommes donc demandé quelle est l'instance dominante du discours, celle qui semble déterminer la réalité traitée. Parfois aisées, presque toujours ardues, les réponses à ce type d'interrogations ne sont jamais exemptes de subjectivité, mais, réalisé avec rigueur, un pareil effort de classification permet de dégager

32. M. Pâquet, « Histoire sociale et histoire politique au Québec… », p. 97-98.

Tableau 2
Répartition en pourcentage des articles selon l'approche (1982-2018)

Volume	Histoire culturelle	Histoire politique	Histoire sociale	Histoire économique	Autres
36 à 41 : 1982-1988	12,4	11,3	45,4	18,6	12,4
42 à 47 : 1988-1994	21,8	9,2	50,6	9,2	9,2
48 à 53 : 1994-2000	25,3	13,9	36,7	6,3	17,7
54 à 59 : 2000-2006	39,1	11,5	29,9	1,1	18,4
60 à 65 : 2006-2012	42,9	18,2	29,9	3,9	5,2
66 à 71 : 2012-2018	48,6	14,9	21,6	4,1	10,8
Moyenne	**31,7**	**13,2**	**35,7**	**7,2**	**12,3**

des tendances, de mesurer des déplacements, de percevoir des inflexions dans les différentes voix de la *Revue*. Qui plus est, le classement par approches donne la possibilité de prolonger en pointillé l'inventaire entrepris par Harvey, Linteau et Coupal.

Du point de vue du contenu, le phénomène le plus spectaculaire de la période 1982-2018 est sans conteste la transition de l'histoire sociale vers l'histoire culturelle. Progressant dans les six premiers volumes (1982-1988) au point de dépasser les 50 % des articles publiés dans les volumes 42 à 47, totalisant tout de même 35,7 % des articles pour l'ensemble de la période, l'histoire sociale ne cesse de perdre de la vigueur pour ne plus représenter que 21,6 % des articles dans les six derniers volumes, contre 48,6 % pour l'histoire culturelle (Tableau 2). Un déclin qui s'accentue encore si on ajoute au portrait l'histoire économique, avec laquelle l'histoire sociale est intimement associée[33]. Dans quel cas, la glissade devient vertigineuse : de 64 % à 25,7 %.

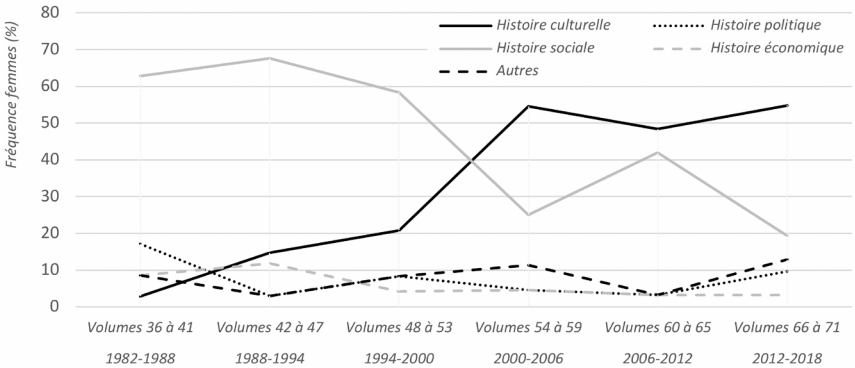
À elles seules, les histoires sociale et culturelle forment un bloc ferme représentant environ les deux tiers des articles tout au long de la période. Au total, les hommes et les femmes y participent dans la même proportion, soit un ratio d'environ 60-40. Sans qu'il s'agisse à proprement parler de comportements genrés, on remarque que les femmes, dont les contributions semblent se concentrer dans ces deux approches, sont celles qui

33. Geoffrey Crossick, « Qu'est-ce que l'histoire sociale ? », conférence en ligne (Canal U), 2000, <https://www.canal-u.tv/video/universite_de_tous_les_savoirs/qu_est_ce_que_l_histoire_sociale.967> ; François Dosse, *L'histoire en miettes. Des « Annales » à la « Nouvelle histoire »* (Paris, La Découverte, 1987).

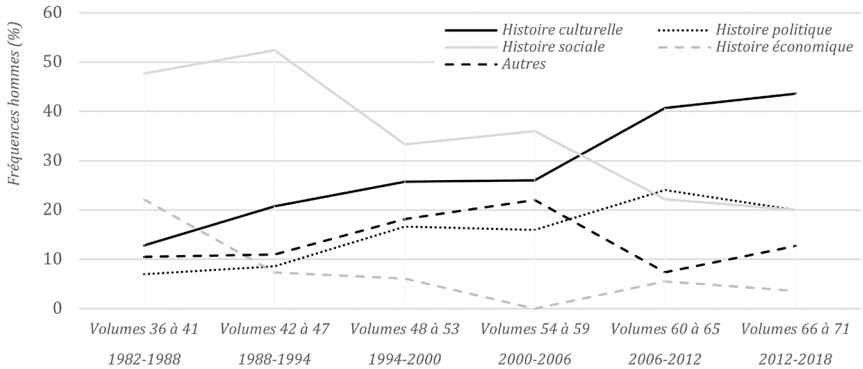
Figure 3

Répartition des articles selon l'approche en fonction du sexe des auteur.e.s (1982-2018)

a) Répartition des articles selon l'approche pour les auteures (1982-2018)



b) Répartition des articles selon l'approche pour les auteurs (1982-2018)



initient le mouvement général vers l'histoire culturelle (Figures 3a et 3b). Les hommes, quant à eux, semblent cultiver davantage le mélange des genres, surtout dans la seconde moitié de la période.

La majorité des historien.ne.s qui écrivent dans les années 1980 et au début des années 1990 donne l'impression de poursuivre un ambitieux projet d'histoire sociale amorcé au cours des décennies précédentes[34]. Qu'il soit question de peuplement, de l'intégration des campagnes aux marchés économiques, des figures de l'habitant et du marchand ou encore de la professionnalisation de certains métiers, il s'agissait souvent de raffiner et de compléter les interprétations antérieures en insistant sur les différenciations sociales, économiques, géographiques et sexuelles, tout en privilégiant le recours aux méthodes quantitatives. Si la perspective « révisionniste » que se plaît à voir Ronald Rudin dans l'historiographie québécoise de l'époque[35] ne se laisse pas facilement détecter dans le détail des interprétations, on sent clairement l'influence d'un projet moderniste articulé autour de l'émancipation des groupes sociaux et les processus de grande échelle (industrialisation, urbanisation, etc.).

Ce projet s'essouffle dans les années 1990. L'essor de l'individualisme libéral, la retraite de plusieurs pionniers de la discipline[36], l'éclatement à l'échelle occidentale de l'histoire sociale sous les assauts des *Cultural Studies*, la nécessité pour les générations montantes de se distinguer par des innovations thématiques et méthodologiques et, peut-être même, un certain achèvement en lui-même du projet moderniste[37] viendront effriter les contours du paradigme. En 1997, dans un article publié lors du 50e anniversaire de la *Revue*, Gérard Bouchard constate que l'histoire sociale a été dévoyée, qu'elle a abandonné son projet original, inspiré du mouvement des *Annales*, pour se complaire dans l'esprit de spécialisation, le confort épistémologique et l'impertinence sociale[38]. Dix ans plus tard, cette même histoire sociale vivrait, selon Martin Petitclerc, sous la menace

34. Fernand Ouellet, « La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale », *Recherches sociographiques*, 26, 1-2 (1985), p. 11-83 ; Jacques Rouillard, « Histoire sociale », dans Jacques Rouillard, dir., *Guide d'histoire du Québec du régime français à nos jours. Bibliographie commentée,* 2e édition, revue et augmentée (Montréal, Éditions du Méridien, 1993), p. 163-182 ; G. Bouchard, « L'histoire sociale au Québec… », p. 244-245.

35. R. Rudin, *Faire de l'histoire au Québec…*

36. J. Burgess, « L'histoire du Québec : tendances récentes et enjeux… », p. 32-33.

37. Gérard Bouchard, « Sur les mutations de l'historiographie québécoise : les chemins de la maturité », dans Fernand Dumont, dir., *La société québécoise après 30 ans de changements* (Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990). Reproduit dans Éric Bédard et Julien Goyette, dir., *Parole d'historiens. Anthologie des réflexions sur l'histoire au Québec* (Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2006), p. 284.

38. G. Bouchard, « L'histoire sociale au Québec… », p. 244-245.

d'un retour à la tradition, une nouvelle sensibilité historique dont la plupart des attaques semblent toutefois provenir de l'extérieur de la *Revue*[39].

Réduite à l'éducation, à l'histoire intellectuelle et aux idéologies dans les classements de Harvey, Linteau et Coupal, l'histoire culturelle ne parvient guère à décoller entre 1947 et 1981. Signe de l'hégémonie qu'exerce l'histoire sociale au moment de ces bilans, l'histoire culturelle est d'ailleurs considérée par les historiographes comme son sous-genre. En hausse pendant toute la période, ce n'est toutefois que vers la fin des années 1990, sans que l'on puisse pour autant identifier un acte fondateur, que l'histoire culturelle se transforme en ce que Tocqueville aurait appelé une « déferlante ». Gagnant une forme d'autonomie en même temps que la faveur d'un nombre croissant d'adeptes, elle s'impose alors comme la pratique dominante au sein de la *Revue* – le point de bascule se situant quelque part vers 2000. Peu programmatique, sans prétention totalisante apparente, portée à réduire l'échelle d'observation des structures vers les expériences individuelles, misant avant tout sur les rapports symboliques de pouvoir et les représentations, elle possède surtout cette capacité d'agglomérer la diversité des pratiques. L'histoire culturelle est, en ce dernier sens, la nouvelle histoire sociale. Une histoire qui, parce qu'elle requiert souvent une méthodologie allégée[40], sied bien à une culture universitaire où le *Publish or Perish* s'affirme comme norme[41].

Notre échantillon confirme par ailleurs le fléchissement de l'histoire économique, déjà constaté par de nombreux observateurs[42]. Dans la *RHAF*, par rapport à la période précédente[43], ce déclin s'amorce dès les volumes 42

39. Martin Petitclerc, « Notre maître le passé ? Le projet critique de l'histoire sociale et l'émergence d'une nouvelle sensibilité historique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 63, 1 (été 2009), p. 83-113.

40. Paula S. Fass, « Cultural History / Social History : Some Reflections on a Continuing Dialogue », *Journal of Social History*, 37, 1 (automne 2003), p. 39-46.

41. Cela dit, on a vu que malgré cette pression accrue à publier, le nombre d'auteur.e.s décroît constamment dans la *Revue* (Annexes A et B), ce qui devrait certainement être matière à réflexion pour ses responsables.

42. Entre autres, José Igartua, « L'histoire économique contemporaine : où sont passés les historiens ? », dans Yves Roby et Nive Voisine, dir., *Érudition, humanisme et savoir. Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1994), p. 153-168. En utilisant une méthodologie bibliométrique et en cherchant non pas – comme nous le faisons ici – à identifier l'approche principale des articles, mais plutôt à dénombrer les recours à la théorie économique, à l'histoire économique traditionnelle et aux sources statistiques par les auteur.e.s des revues historiques, Ruth Dupré et Michael Huberman en arrivent à des résultats plus valorisants pour le champ de l'histoire économique dans leur classification des articles publiés dans la *Canadian Historical Review* et la *Revue d'histoire de l'Amérique française* entre 1970 et 1996. Ruth Dupré et Michael Huberman, « L'influence de la science économique sur les historiens : une analyse de deux revues canadiennes d'histoire (1970-1996) », *L'actualité économique*, 76, 1 (mars 2000), p. 159-170.

43. Une erreur semble s'être glissée dans un des tableaux et l'interprétation de Jean-Paul Coupal. Celui-ci conclut qu'avec 28 % de articles, l'histoire économique arrive au second rang, après l'histoire

à 47 pour se poursuivre jusqu'à la quasi-extinction du genre. Intimement liée au chantier labroussien de hiérarchisation des classes sociales, l'histoire économique semble être le premier pan de mur de l'édifice de l'histoire sociale à s'effondrer.

Renvoyant aux dimensions pratiques et réflexives du métier, l'historiographie, l'épistémologie et la méthodologie (comprises dans « Autres » dans le Tableau 2, p. 24 et la Figure 3, p. 25) semblent quant à elles se maintenir tout au long de la période, notamment grâce aux numéros thématiques qui appellent souvent ce genre de contributions. Sans affirmer que la *Revue* a pratiqué l'esquive par rapport aux débats théoriques et pratiques qui ont traversé la discipline au cours des dernières décennies (histoire publique, identités, relativisme, etc.), il serait sans doute abusif, au regard des chiffres, de parler de « tournant réflexif », comme on a pu le faire par exemple pour la *Canadian Historical Review*[44].

De la même manière, l'histoire politique progresse peu au long de la période étudiée et ne semble pas être affectée outre mesure par la fondation du *Bulletin d'histoire politique* en 1992. Amorçant son parcours à 11,3 % des articles durant la première période (1982-1988), elle le termine à 14,9 % au cours de la dernière (2012-2018). C'est également l'approche qui mobilise le moins les femmes. Il serait imprudent, toutefois, de conclure sur cette base à l'insensibilité de la *Revue* à l'égard des enjeux politiques. Si le politique est rarement apparu comme l'instance dominante des articles, la présence de la nouvelle « histoire politique[45] », entendue comme une histoire culturelle du pouvoir capable de s'insinuer dans les différents champs de l'histoire, se fait clairement sentir à la lecture des articles publiés au cours des deux dernières décennies.

CHAMPS

La curiosité historienne s'étant considérablement élargie depuis 1982, nous avons retenu 38 champs pour notre analyse (Annexe E, p. 44), un nombre largement supérieur aux catégories qu'avaient utilisées nos pré-

sociale, dans la *Revue* entre 1972 et 1981 (Coupal, p. 558). Pourtant, si l'on observe les deux sous-périodes (1972-1976 ; 1976-1981), le pourcentage ne s'élève pas au-dessus de 19,6 %.

44. Shirley Tillotson, « *The Canadian Historical Review* at One Hundred Years », *The Canadian Historical Review*, 100, 3 (septembre 2019), p. 320-331.

45. Réal Bélanger, « Pour un retour de l'histoire politique ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51, 2 (automne 1997), p. 223-241 ; René Rémond, dir., *Pour une histoire politique* (Paris, Seuil, 1988) ; Jean-François Sirinelli, « De la demeure à l'agora. Pour une histoire culturelle du politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 57 (janvier-mars 1998), p. 121-131.

décesseurs pour répondre à la question « Quelle est la nature du problème étudié ? » (Figures 4a et 4b, p. 30).

Les dix champs principaux les plus fréquents sur l'ensemble de la période (Figure 5, p. 31) représentent à eux seuls 55,7 % des articles. Peu étonnant en soi, en ce qu'il comporte en majorité des champs établis de l'histoire sociale et de l'histoire culturelle, ce classement peut toutefois se révéler trompeur et ne permet pas, du moins à lui seul, de mesurer efficacement les transformations de la pratique au sein de la *Revue*. Par exemple, même si elle arrive au premier rang des champs les plus fréquents, l'histoire du commerce, des industries et de la finance n'est certainement plus, comme nous le montrerons, le domaine de prédilection des historien.ne.s de l'Amérique française.

Si, comme le prétend Pascal Ory, l'histoire culturelle ne se confond pas avec le paradigme plus radical des *Cultural Studies* et constitue en réalité « une modalité de l'histoire sociale » – étant elle-même une « histoire sociale des représentations[46] » –, des éléments de continuité et de rupture devraient normalement apparaître entre les deux manières d'écrire l'histoire[47]. Ces continuités et ruptures n'échappent d'ailleurs pas au regard attentif des historien.ne.s, qui ressentent parfois le besoin de justifier l'évolution de leurs propres travaux et de rebâtir les ponts avec les pratiques historiographiques antérieures. Empruntant les « sentiers de la microhistoire » pour étudier les acteurs populaires lors de l'émeute de Lachine de 1812, Christian Dessureault se sent obligé de préciser : « Nous ne concevons effectivement pas cette approche centrée sur l'expérience des acteurs comme une démarche opposée aux objectifs et aux méthodes de l'histoire sociale. Nous insistons plutôt sur la nécessité de considérer le milieu social dans lequel vivent ces individus[48]. »

En ventilant les champs par approches (Figures 5a et 5b, p. 31), on remarque que certains d'entre eux sont pour ainsi dire « endémiques », ne se développant que dans le terreau d'une approche particulière, alors que d'autres sont « ubiquistes » et s'adaptent à plusieurs climats. Par exemple, l'histoire du commerce, des industries et de la finance, évoquée plus haut,

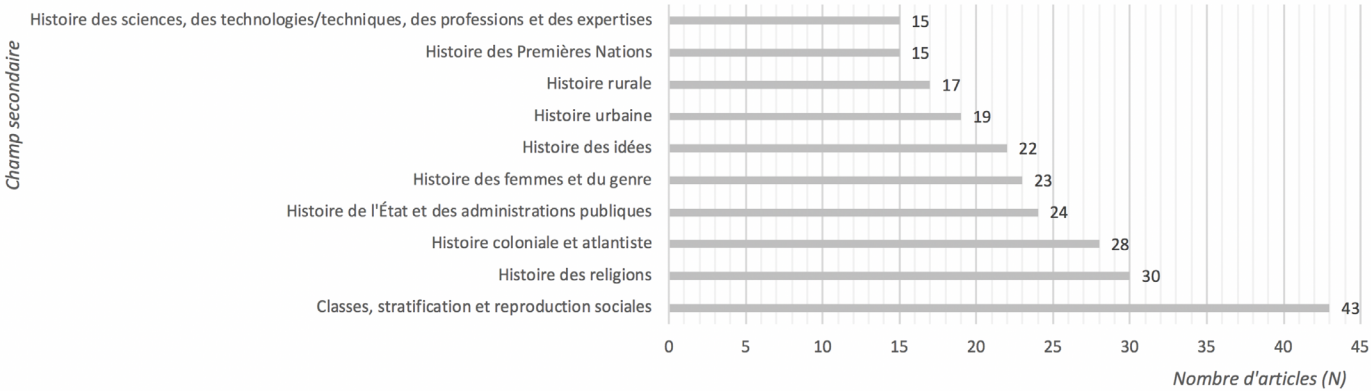
46. Pascal Ory, *L'histoire culturelle* (Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2007), p. 13.

47. Dans un ouvrage qui fait le bilan de quarante années de recherche sur le capitalisme et l'industrialisation, Robert C. H. Sweeny conteste l'idée d'un « shift » de l'histoire sociale vers l'histoire culturelle. De nombreux historien.ne.s, rappelle-t-il, n'ont jamais souscrit aux versions radicales de ces deux paradigmes, privant du fait même la pratique historienne de sa charge politique. *Why Did We Choose to Industrialize ? Montreal 1819-1849* (Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015), p. 12-13.

48. Christian Dessureault, « L'émeute de Lachine en 1812 : la coordination d'une contestation populaire », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 62, 2 (automne 2008), p. 221.

Figure 4 Fréquence des champs principaux et secondaires

a) Fréquence des champs principaux



b) Fréquence des champs secondaires

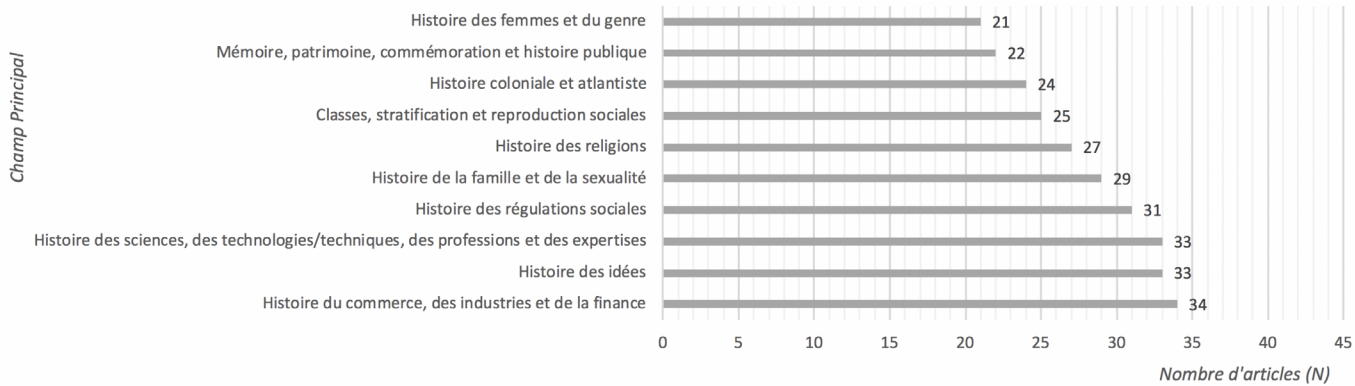
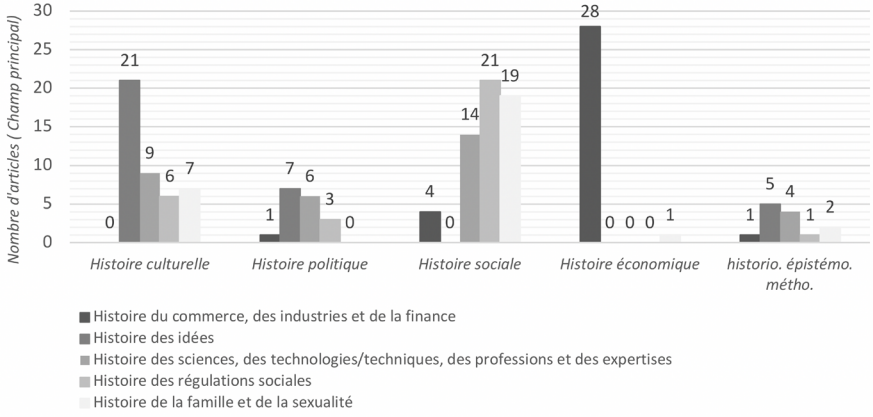
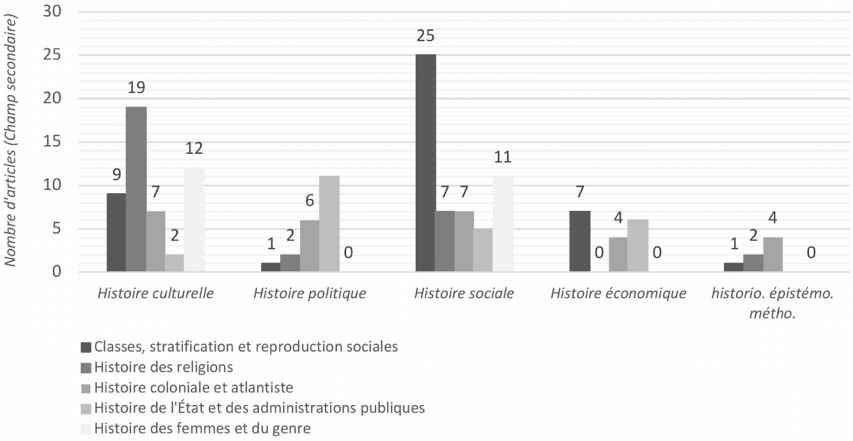


Figure 5
Ventilation des champs par approches (1982-2018)
a) Champ principal



b) Champ secondaire



paraît exclusive à l'histoire économique. Sachant l'indifférence dans laquelle tombe cette dernière approche, on devine que 30 des 34 articles classés dans ce champ ont été publiés avant le volume 54 (2000). Signe d'un clivage profond au sein de la communauté historienne locale[49], l'histoire des idées à la québécoise semble répugner, quant à elle, à se réclamer de l'histoire socio-économique. Tout à l'inverse, l'histoire des sciences, peut-être en raison de la nature variée de ses objets et de son organisation tardive qui lui permettent de sédimenter les approches et les outils conceptuels, donne l'impression de pouvoir tirer parti de toutes les approches.

Plusieurs champs, comme l'histoire des femmes et du genre, ou encore l'histoire religieuse (champ secondaire), doivent en partie leur prévalence à leur capacité à opérer des déplacements qui les rendent plus « transversaux ». Marginale – 1,7 % des articles – entre 1972 et 1981 (Coupal, p. 565), l'histoire des femmes n'en est déjà plus, au moment où s'amorce notre enquête, à l'histoire dite « compensatrice[50] ». Mue d'abord par un intérêt pour la santé et les professions féminines en phase avec les revendications féministes de l'époque sur la réappropriation du corps et la reconnaissance du travail des femmes et de leur expertise, elle intègre rapidement les questions de représentation, puis de genre, sans pour autant délaisser les thèmes associatifs.

Certains champs de notre longue liste n'obtiendront jamais la faveur des auteur.e.s de la *Revue*. C'est le cas de l'histoire militaire, de la toponymie/généalogie et, de manière plus étonnante, de l'histoire des travailleurs[51]. D'autres champs ont émergé ou se sont manifestés trop récemment pour se refléter significativement dans notre inventaire (histoire de l'esclavage, littérature intime et histoire des émotions, histoire des loisirs, histoire des Autochtones). Certains de ces secteurs de recherche en quête de légitimité épistémologique et d'une position institutionnelle font l'objet de numéros

49. Julien Massicotte, « L'histoire politique d'hier à aujourd'hui », *HistoireEngagée.ca* (23 novembre 2011), <http://histoireengagee.ca/?p=1213>.

50. Denyse Baillargeon, « Des voies/x parallèles. L'histoire des femmes au Québec et au Canada anglais, 1970-1995 », *Sextant*, 4 (hiver 1995), p. 133-168 ; Sophie Doucet et Karine Hébert, « L'histoire du féminisme au Canada et au Québec : bibliographie sélective », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, 2, 1 (automne 2001), p. 125-144.

51. Dans le numéro qui sonne le glas du Regroupement des chercheurs-chercheures en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec (RCHTQ), Jacques Rouillard rappelait l'engouement initial pour cette thématique à la fin des années 1960, mais aussi les remises en question qui n'ont pas manqué de surgir au début des années 1990. « L'affaiblissement du syndicalisme et de la gauche en général, y compris la "rhétorique marxiste" sont au nombre des facteurs alors invoqués pour expliquer le moindre attrait des nouvelles générations envers le champ d'études. » Jacques Rouillard, « Plus de quarante ans d'histoire du RCHTQ et du *Bulletin du* RCHTQ (1972-2017) », *Bulletin du* RCHTQ, 42, 2 (automne 2016), p. 8, <https://chrs.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/03/Bulletin_RCHTQ_42-2.pdf>.

thématiques, qui se multiplient d'ailleurs dans la *Revue* à partir des années 1980[52]. Enfin, un champ particulier, l'histoire régionale, semble s'être faufilé entre les cases de notre grille d'analyse. Alors qu'elle se décèle facilement dans une série d'études consacrées notamment à la Mauricie et au Saguenay, peu de chercheur.e.s s'en réclament explicitement[53].

La fréquence des champs secondaires « Classes, stratifications et reproduction sociales », « Histoire des femmes et du genre » et « Histoire coloniale et atlantiste » montre par ailleurs que l'attention aux rapports de pouvoir, qu'il s'agisse des rapports de classe, de genre ou encore des formes de dépendance sociale et culturelle, fait désormais partie de l'éthos historien. Il est attendu des chercheur.e.s qui publient dans une revue comme la *RHAF* qu'ils tiennent compte de la diversité des expériences vécues par les acteurs historiques et des contraintes, particulièrement de nature discursive, qu'ils subissent. Dans le brassage des genres et des approches, la pratique historienne n'a pas perdu toutes ses griffes.

AIRES ÉTUDIÉES

Nous avons repris les mêmes divisions régionales que Harvey et Linteau, mais en incluant la Nouvelle-France dans le Québec – plutôt que dans le Canada[54] – comme l'avait fait Coupal et en ajoutant les sociétés atlantiques, concept peu usuel à l'époque.

La *RHAF* est constitutive de l'espace que ses auteur.e.s s'efforcent de se représenter de manière historique. Extension maximale du fait français en Amérique, le concept d'Amérique française renvoie, dans l'esprit du fondateur de la *Revue*, à la nostalgie du « territoire aux proportions d'Empire » qu'a su constituer pendant un temps la France en Amérique et qui, de son propre aveu, ne constituerait plus que les « ossements épars d'un grand mort[55] ».

52. Fanny Le Roux, « L'invention du XXe siècle dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* », mémoire de maîtrise (études québécoises), UQTR, 2009, p. 59.

53. Cette pudeur peut s'expliquer par l'amalgame qu'ont longtemps fait les historien.ne.s universitaires entre l'histoire régionale et la vieille tradition des monographies locales ou encore les travaux vieillissants du géographe Raoul Blanchard, et ce, même à l'époque où s'amorçait l'ambitieux chantier des histoires régionales de l'IQRC. Voir Fernand Harvey et Norman Perron, *Le chantier sur l'histoire des régions du Québec : genèse et réalisations 1980-2013* (Montréal, INRS, 2018), p. 13-14. Cela dit, si notre catégorisation avait comporté trois niveaux de champs plutôt que deux, nul doute que l'histoire régionale se serait démarquée davantage dans notre échantillon.

54. Sauf, bien entendu, lorsqu'on se réclamait clairement d'une Nouvelle-France élargie ou qu'on abordait directement la Louisiane, les Pays d'En haut ou les Antilles.

55. Lionel Groulx, « Pages liminaires », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 1, 1 (juin 1947), p. 4 et 5.

Depuis la seconde moitié des années 1960, la scrutation de ces ossements et de leur dispersion se fait surtout à partir du Québec (Coupal, p. 556-557). Dans le prolongement de cette tendance, et en cohérence avec l'affiliation des auteur.e.s, le contenu des articles publiés entre 1982 et 2018 s'articule essentiellement en fonction de la territorialité québécoise. Malgré un léger recul par rapport à la décennie 1972-1981 (78,1 %), le Québec reste l'espace le plus étudié dans la *Revue* (75 %), ne laissant, pour tout dire, que des miettes au Canada et à ses régions (Tableau 1, p. 17). De ce fait, la *RHAF* participe de plain-pied à cet effort convergent, voire national, des revues scientifiques qui consiste à « penser le Québec, […] mais aussi [à] penser l'ailleurs à partir du Québec », observé par Andrée Fortin[56].

Même s'il faut tenir compte du volumineux numéro thématique (46, 1, été 1992), Montréal se révèle également un point focal puisque presque 15 % (14,4 %) des articles portent sur la région métropolitaine. Québécoise, la *Revue* est donc aussi en partie montréalaise. De manière générale, on observe d'ailleurs une relation significative entre l'aire étudiée et le lieu d'affiliation des auteur.e.s, les Montréalais ayant tendance à écrire sur Montréal et le Québec, les Québécois (province) sur le Québec et le Canada, mais pas nécessairement sur Montréal, tandis que les autres auteur.e.s se concentrent justement sur les réalités francophones hors Québec (Annexe F, p. 45).

Si on peut situer vers 1990 « une certaine coalescence des différentes approches "atlantisciste"[57] », il faut attendre les années 2000 pour voir cette perspective percer significativement dans la *Revue*. Et malgré l'intérêt accru de l'historiographie pour les espaces transnationaux[58], très peu d'articles semblent adopter l'américanité comme cadre d'analyse. Enfin, même s'il a été proclamé et discuté de part et d'autre dans les médias[59],

56. Andrée Fortin, « Penser au Québec, penser le Québec. De quelques revues de sciences », *Recherches sociographiques,* 59, 3 (septembre-décembre 2018), p. 427.

57. Catherine Desbarats et Thomas Wien, « Introduction : la Nouvelle-France et l'Atlantique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 64, 3-4 (hiver-printemps 2011), p. 8 ; voir aussi François Dominic Laramée, « Quelques leçons que les atlantistes ont apprises de l'Atlantique français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 71, 1-2 (été-automne 2017), p. 59-80.

58. Entre autres, Yvan Lamonde, *Ni avec eux ni sans eux. Le Québec et les États-Unis* (Québec, Nuit blanche éditeur, 1990) ; Gérard Bouchard et Yvan Lamonde, dir., *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIXe et XXe siècles* (Montréal, Fides, 1995) ; Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec* (Montréal, Québec/Amérique, 2002).

59. Contemplant la dépouille encore chaude du PQ au lendemain de la victoire de la CAQ, un parti autonomiste, un ancien ministre péquiste déclarait que « De Québécois, on est redevenus des Canadiens français » (Entrevue de Pierre Curzi par Patrick Lagacé, 98,5 Montréal, 2 octobre 2018). Voir aussi Gérard Bouchard, « Revenir au Canada français », *La Presse*, 30 novembre 2018 et Joseph Yvon Thériault « Le

le « retour du Canada français » reste un phénomène essentiellement politique et n'est pas perceptible dans notre échantillon.

PÉRIODES ÉTUDIÉES

Dans l'ensemble, la période la plus prisée et la plus stable dans la *Revue* est la période 1867-1945 (19 %). Par ailleurs, en additionnant les trois périodes post-confédératives, on remarque que 63 % des articles concernent le dernier siècle et demi. Cette conversion à l'actuel des chercheur.e.s, cohérente avec ce qui se remarque ailleurs[60], s'affirme encore davantage dans les deux derniers blocs de volumes où l'intérêt pour la période de l'après-guerre atteint des sommets[61]. Cette démonstration reste à faire, mais on peut présumer que cet intérêt pour une histoire plus immédiate correspond à la montée des objets de recherche et des sources associés à l'histoire culturelle.

Période fétiche de l'ère fondatrice de la *Revue* (1947-1972), déjà en recul lors de la décennie suivante (Coupal, p. 554-555), la Nouvelle-France continue de perdre de la popularité entre les volumes 43 et 59, avant de se stabiliser autour de 10 % pour les blocs de volumes suivants (Figure 6, p. suivante). Le régime anglais subit un sort similaire, passant de 21,6 % dans les volumes 36 à 42 à 10,8 % dans les volumes 66 à 71, après avoir connu un creux « historique » à 7,6 % entre les volumes 48 à 53. Ces chiffres ne font que confirmer des tendances amorcées au cours des périodes précédentes[62].

L'absence totale de prise en compte de la période dite du précontact illustre par ailleurs la faible présence de l'histoire des Autochtones dans la *RHAF*. Manifestement, il demeure une trace de la périodisation coloniale

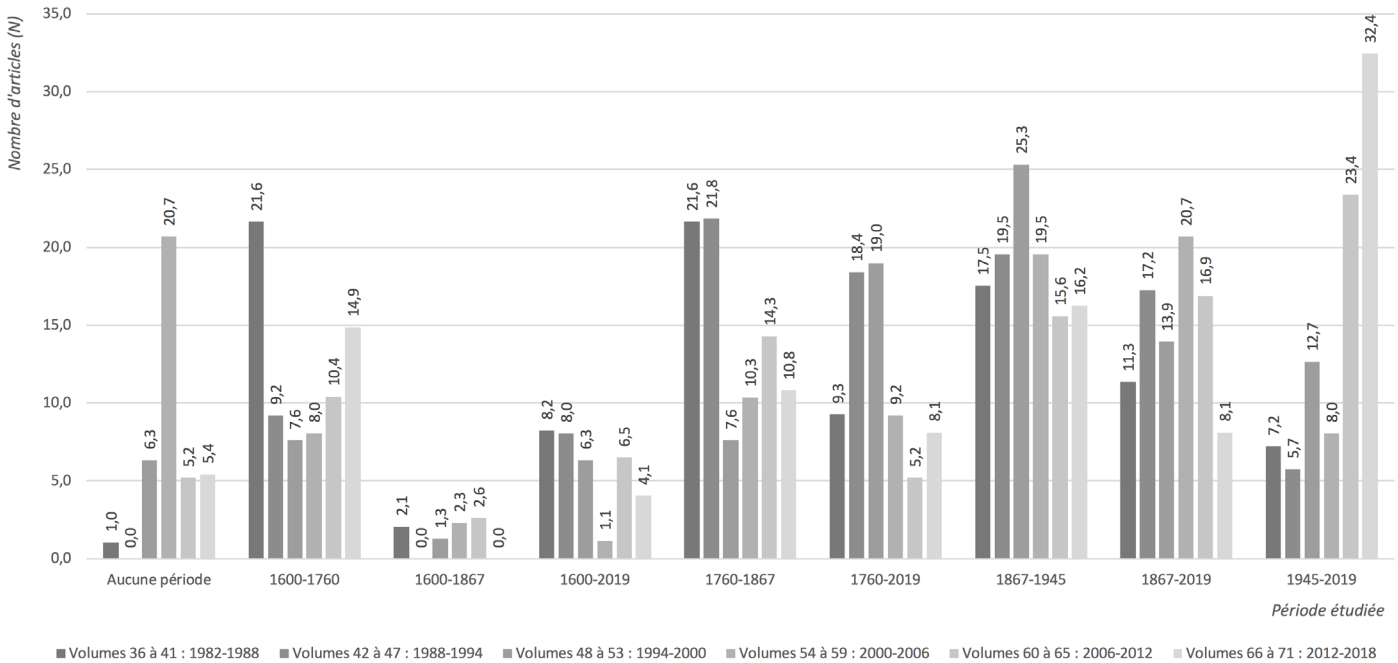
Canada français : un fait politique plus qu'une méprise », *Argument. Politique-Société-Histoire*, 2019, <www.revueargument.ca/article/2019-01-23/718-le-canada-francais-un-fait-politique-plus-quune-meprise.html>.

60. Allan Greer, « Canadian History : Ancient and Modern », *Canadian Historical Review*, 77, 4 (décembre 1996), p. 575-590 ; François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps* (Paris, Seuil, 2003).

61. Dans une étude portant sur la période 1947-2006 de l'histoire de la *RHAF* et incluant notamment les comptes rendus, la « Chronique de l'Institut » et une comparaison statistique avec la *Canadian Historical Review*, Fanny Le Roux s'intéresse à la construction du XXe siècle dans la *Revue*. Pratiquement absent lors des vingt premières années d'existence de cette dernière, celui-ci s'impose, moins en lui-même qu'à travers l'engouement pour l'histoire du Québec contemporain, au point de devenir le cadre chronologique privilégié de la *Revue*, quoique dans une mesure moindre que dans sa contrepartie canadienne (*CHR*). F. Le Roux, « L'invention du XXe siècle dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*… »

62. Joanne Burgess constate les mêmes tendances en étudiant les publications compilées dans la chronique bibliographique de la *RHAF* depuis de 1985 à 1999. J. Burgess, « L'histoire du Québec : tendances récentes et enjeux… », p. 32.

Figure 6
Répartition des articles selon la période étudiée (1982-2018)



inhérente à cette revue dont la raison d'être initiale était de rendre compte de l'aventure française en Amérique.

Enfin, notons que les articles qui chevauchent plusieurs périodes, qu'ils s'inscrivent dans la longue durée ou qu'ils portent sur un siècle particulier, représentent, dans certains blocs de volumes (particulièrement, entre les volumes 42 à 53), jusqu'à 25 % des articles. Malheureusement, les divisions temporelles que nous avons reprises de nos prédécesseurs ne nous permettent pas de vérifier si, comme plusieurs le prétendent[63], le présentisme qui caractérise la conscience historiographique actuelle se traduit par un raccourcissement des périodes étudiées.

CONCLUSION

Même si les scènes se sont multipliées au cours des dernières décennies, la revue fondée par Lionel Groulx reste, avec l'Institut auquel elle est rattachée, le principal théâtre de la production historique en Amérique française. Par sa longévité, son indépendance, son rayonnement et la place avantageuse qu'elle continue d'occuper dans l'espace hiérarchisé des revues scientifiques, elle constitue un indicateur privilégié de l'évolution de la discipline. L'examen de son contenu révèle les transformations de la communauté historienne, en même temps que du monde de l'édition savante.

Revue généraliste à l'âge de la spécialisation[64], gardienne de certaines normes disciplinaires à travers son comité de rédaction, elle n'est pas le lieu des déclarations incantatoires, des révolutions paradigmatiques autoproclamées et des combats à mort entre orthodoxie et hérésie. La transition « tranquille » entre l'histoire sociale et l'histoire culturelle, fait saillant de la période 1982-2018, est opérée évidemment par de nouveaux acteurs, mais aussi par les tenants de l'ancienne matrice disciplinaire qui intériorisent les nouvelles tendances. Repérable dans les données quantifiées aussi bien qu'à la lecture, le passage du social aux identités, des structures aux représentations et l'intégration de la catégorie du genre ne se sont pas faits sans continuité, comme en témoigne la persistance de l'attention portée par les chercheur.e.s aux différentes formes de rapports de pouvoir.

63. M. Pâquet, « Histoire sociale et histoire politique au Québec… », p. 92-93 ; voir également la réponse de Lynn Hunt à l'article de David Armitage et Jo Guldi, « Le retour de la longue durée : une perspective angloaméricaine », *Annales HSS*, 70, 2 (juin 2015), p. 289-318 : « Faut-il réinitialiser l'histoire ? », *Annales HSS*, 70, 2 (juin 2015), p. 319-325.

64. Un défi auquel a dû faire face également la *Canadian Historical Review*. Voir Marlene Shore, « "Remember the Future" : The *Canadian Historical Review* and the Discipline of History, 1920-95 », *Canadian Historical Review*, 76, 3 (septembre 1995), p. 410-463.

Rien là d'étonnant, au fond, si l'on tient compte des dimensions restreintes du champ de la pratique historique de l'Amérique française : comment une telle évolution aurait-elle été possible sans la participation de ceux et celles qui dominaient naguère le champ ? D'évidence, nous ne sommes pas devant une manœuvre réalisée par quelques agents poursuivant une stratégie de subversion – comme dans le cas du *Linguistic Turn* aux États-Unis au « tournant » des années 1980 – ni d'une fronde fomentée par une génération d'aspirants à l'endroit des détenteurs du pouvoir légitime, mais plutôt une captation progressive des nouvelles pratiques (approches, méthodologies, concepts, etc.) par les animateurs de la *Revue*. Une forme de « tension essentielle[65] », cette fécondation mutuelle de la tradition et du changement, qui fonde la dynamique du savoir et parfois même les révolutions scientifiques, a donc habité la *Revue* durant la période étudiée.

Le Québec contemporain a été, et reste encore, le principal carré de sable des historien.e.s de la *Revue.* Administrée, dirigée et produite à partir essentiellement du Québec, souvent même de Montréal, cette dernière a continué de faire de la province le foyer de convergence des interprétations, au point de faire de l'« Amérique française » une étiquette quelque peu illusoire. Une tendance qui ne s'est démentie qu'avec l'émergence de cadres plus globaux comme les sociétés atlantiques.

Apanage des spécialistes depuis les années 1970, la *Revue* est d'abord l'affaire des universitaires. Fortement institutionnalisée, elle reflète avant tout la structure de la communauté de chercheur.e.s qui l'alimente : sa composition, ses intérêts, ses changements d'orientation. Bien malin, en effet, celui ou celle qui, à partir du seul contenu de ses articles, pourrait déduire la société ayant pu générer un pareil savoir historique. Est-il meilleure illustration de l'autonomie du champ disciplinaire que l'affadissement de l'histoire économique, alors même que l'économie n'a jamais cessé de revêtir dans nos vies un caractère obsédant ?

Avec la montée de l'histoire culturelle, le plus grand changement de la période est assurément la présence plus marquée des auteures au sein de la *Revue*. Marginales au début des années 1980, encore aujourd'hui à court de la parité, celles-ci ont pourtant été au cœur de son évolution historiographique, notamment en étant les premières à sauter dans le train de l'histoire culturelle. Enfin, une des constantes de la *Revue* depuis sa fondation est la

65. Thomas S. Kuhn, *La tension essentielle. Tradition et changement dans les sciences* (Paris, Gallimard, 1990 [1977]).

faible place accordée à l'histoire des Autochtones. À l'heure des réconciliations, le réveil tardif des dernières années ne saurait suffire[66].

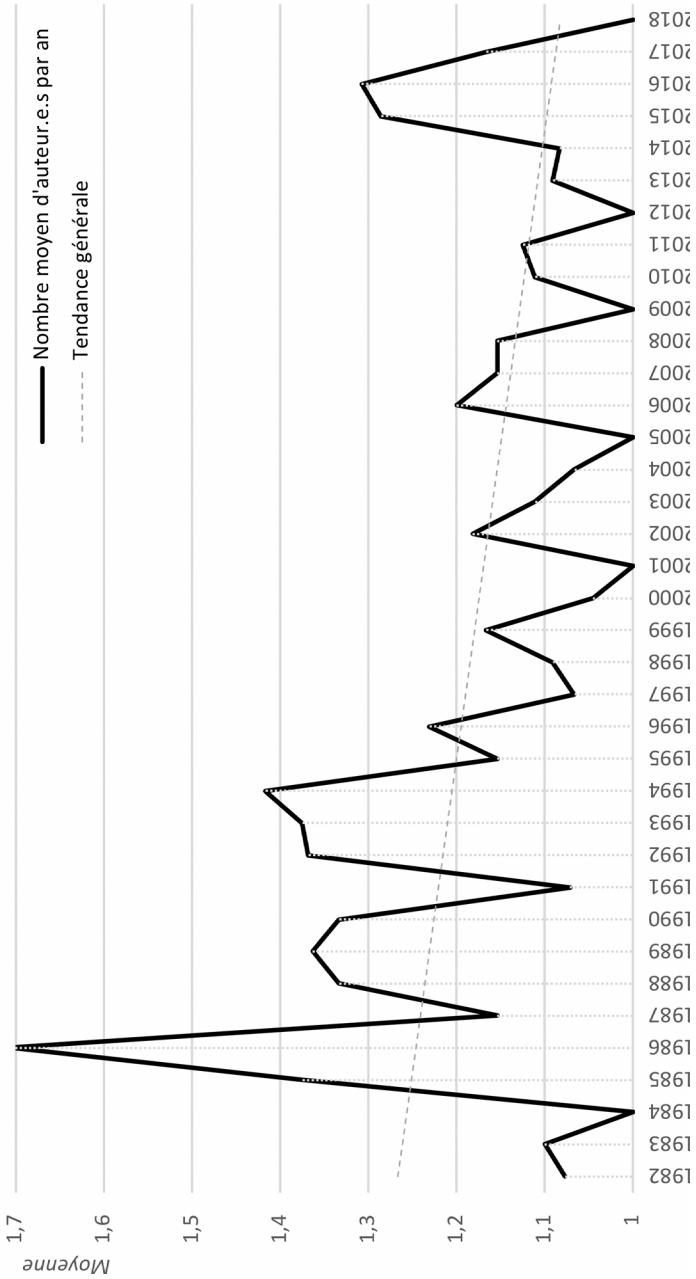
Au cours de la période 1982-2018, la *Revue* a épousé le mouvement général de l'historiographie occidentale et s'est conformée à la réalité de l'édition scientifique, tout en assumant, tant bien que mal, l'héritage et la démesure de son objet d'étude : l'Amérique française. D'hier à aujourd'hui, elle s'est efforcée d'assurer le « lien entre les ouvriers [spécialisés] de la même tâche[67] ».

66. Fait saillant de notre enquête, la faible présence de l'histoire autochtone dans le corpus demande une réflexion plus approfondie. Des facteurs peuvent certes être invoqués pour en cerner les motifs, comme le fait que la *RHAF* a traditionnellement privilégié les sources écrites, alors qu'une bonne partie de la production scientifique sur les Autochtones relève de la culture matérielle et des études anthropologiques. Le réflexe des auteur.e.s de se tourner plus spontanément vers une revue spécialisée comme *Recherches amérindiennes au Québec* peut être aussi interrogé. Mais des raisons plus profondes, comme la difficulté du groupe canadien-français à se penser à la fois comme colonisé et colonisateur, doivent être aussi considérées.

67. L. Groulx, « Pages liminaires… », p. 5.

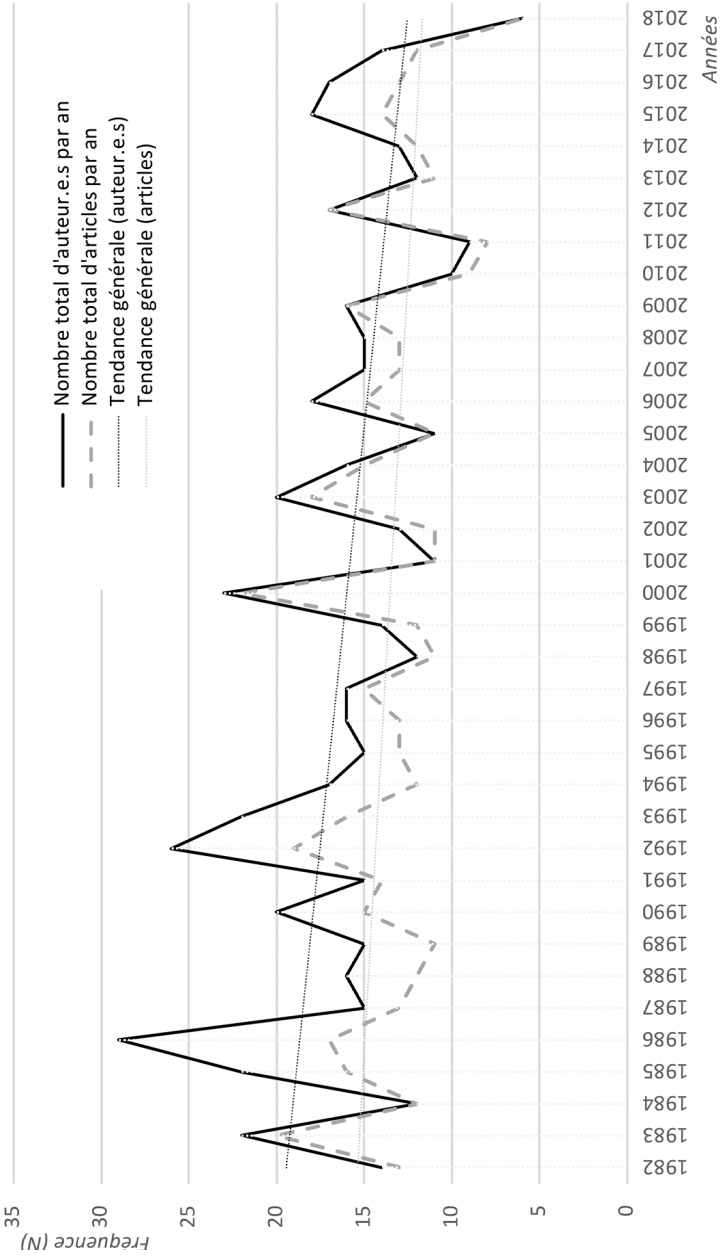
Annexe A

Nombre d'auteur.e.s par année (1982-2018)



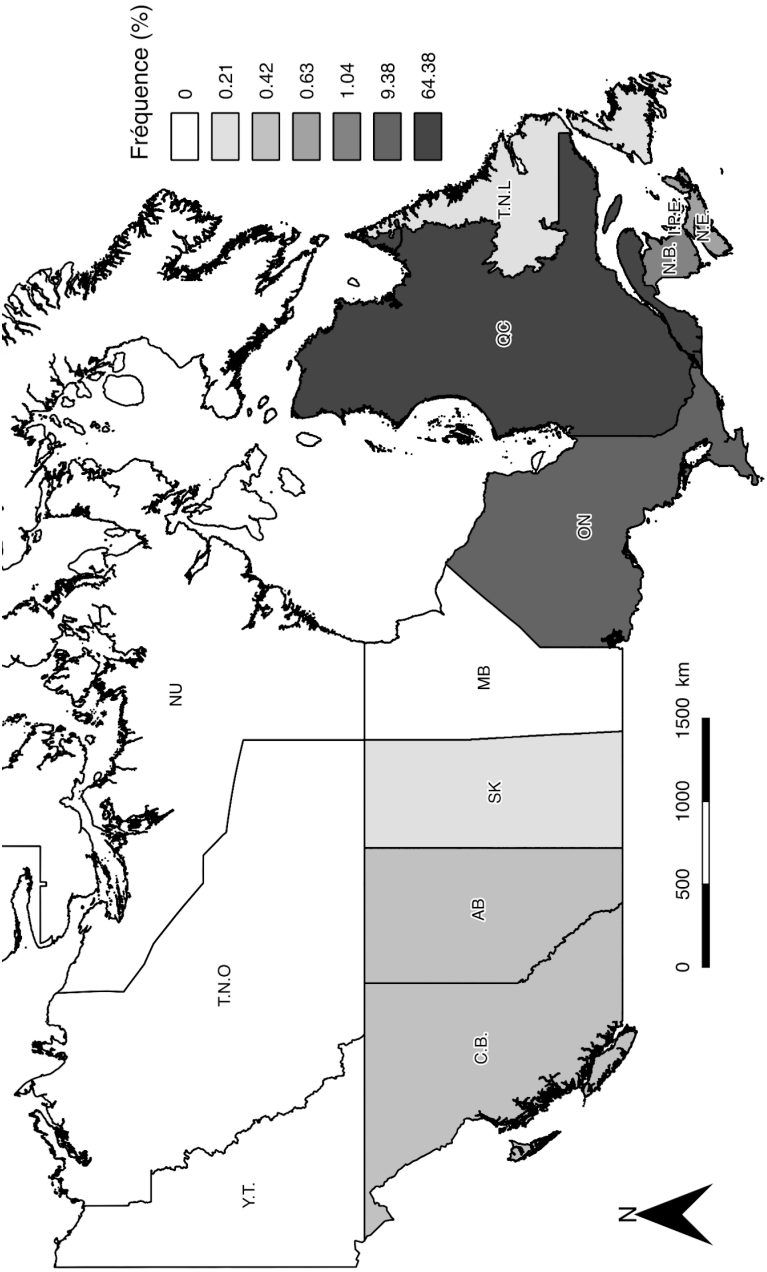
Annexe B

Nombre moyen d'auteur.e.s par année (1982-2018)



Annexe C

Affiliation institutionnelle provinciale des auteur.e.s canadiens (1982-2018)



Annexe D
Affiliation institutionnelle canadienne des auteur.e.s (1982-2018)

Institution	N	%	Province
Université de Montréal	71	14,79	Québec
Université du Québec à Montréal	70	14,58	Québec
Université Laval	59	12,29	Québec
Université du Québec à Trois-Rivières	39	8,13	Québec
Université d'Ottawa	23	4,79	Ontario
Université de Sherbrooke	18	3,75	Québec
Université McGill	17	3,54	Québec
Université du Québec à Chicoutimi	14	2,92	Québec
Université Concordia	8	1,67	Québec
INRS	7	1,46	Québec
Université York	6	1,25	Ontario
Université Laurentienne	5	1,04	Ontario
Université de Moncton	4	0,83	Nouveau-Brunswick
University of Toronto	3	0,63	Ontario
Université de l'Alberta	2	0,42	Alberta
Université de Colombie-Britannique	2	0,42	Colombie-Britannique
Université Carleton	2	0,42	Ontario
Université Wilfrid Laurier	2	0,42	Ontario
Université du Québec en Outaouais	2	0,42	Québec
Université du Nouveau-Brunswick	1	0,21	Nouveau-Brunswick
Université Memorial de Terre-Neuve	1	0,21	Terre-Neuve et Labrador
Université Dalhousie	1	0,21	Nouvelle-Écosse
Université Saint-Anne	1	0,21	Nouvelle-Écosse
Université Saint Mary's	1	0,21	Nouvelle-Écosse
McMaster University	1	0,21	Ontario
University of Western Ontario	1	0,21	Ontario
Université Queen's	1	0,21	Ontario
Université de Hearst	1	0,21	Ontario
Institut national de la santé publique	1	0,21	Québec
TÉLUQ	1	0,21	Québec
École des Hautes études commerciales	1	0,21	Québec
Université du Québec à Rimouski	1	0,21	Québec
Université de Saskatchewan	1	0,21	Saskatchewan
Auteur.e.s hors Canada	112	23,33	–
Total	**480***	**100**	

* Le nombre d'affiliations excède celui du nombre d'auteur.e.s, car certains de ceux-ci présentent, simultanément ou successivement, plus d'une affiliation.

Annexe E
Liste des champs

	N	%	% cumul.
Histoire du commerce, des industries et de la finance	34	6,79	6,79
Histoire des idées	33	6,59	13,37
Histoire des sciences, des technologies/techniques, des professions et des expertises	33	6,59	19,96
Histoire des régulations sociales	31	6,19	26,15
Histoire de la famille et de la sexualité	29	5,79	31,94
Histoire des religions	27	5,39	37,33
Classes, stratification et reproduction sociales	25	4,99	42,32
Histoire coloniale et atlantiste	24	4,79	47,11
Mémoire, patrimoine, commémoration et histoire publique	22	4,39	51,50
Histoire des femmes et du genre	21	4,19	55,69
Histoire des migrations	16	3,19	58,88
Histoire de l'environnement, du territoire et du paysage	14	2,79	61,68
Histoire de l'État et des administrations publiques	14	2,79	64,47
Histoire des Autochtones	13	2,59	67,07
Histoire des travailleurs	13	2,59	69,66
Histoire rurale	13	2,59	72,26
Population, peuplement et colonisation	13	2,59	74,85
Autres	12	2,40	77,25
Histoire de la santé et de la médecine	12	2,40	79,64
Histoire de l'éducation	12	2,40	82,04
Histoire du parlementarisme, des élections et des affaires publiques	12	2,40	84,43
Histoire urbaine	11	2,20	86,63
Histoire des médias	8	1,60	88,22
Histoire de la consommation et de la publicité	7	1,40	89,62
Histoire de la littérature et des arts	7	1,40	91,02
Histoire du tourisme, des loisirs et des institutions culturelles	6	1,20	92,22
Histoire judiciaire	6	1,20	93,41
Histoire régionale	6	1,20	94,61
Histoire du régime seigneurial	5	1,00	95,61
Histoire de l'exploitation des ressources naturelles	4	0,80	96,41
Histoire du livre, de l'imprimé et de l'édition	4	0,80	97,21
Littérature intime et histoire des émotions	4	0,80	98,00
Histoire militaire et de la guerre	3	0,60	98,60
Histoire de l'alimentation	2	0,40	99,00
Histoire de l'esclavage	2	0,40	99,40
Toponymie et généalogie	2	0,40	99,80
Histoire des âges de la vie	1	0,20	100,00
	501	**100**	

Annexe F

Corrélations entre l'espace d'analyse et le lieu d'affiliation des auteur.e.s.

		Affiliation montréalaise		Affiliation québécoise (incluant Montréal)		Affiliation québécoise (excluant Montréal)	
		Coef.	sig.	Coef.	sig.	Coef.	sig.
Espace d'analyse	Montréal	0,1914	***	0,0601		-0,1435	**
	Québec	0,0894	*	0,3357	***	0,2103	***
	Canada	0,0732		0,2353	***	0,1365	**
	Hors-Québec	-0,0417		-0,2046	***	-0,1414	**

Note : Pour les seuils α suivants : * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001.
Le coefficient renseigne sur la force de la relation. Il est dit « significatif » lorsque la relation observée n'est pas attribuée à un lien aléatoire. Le seuil α représente le risque d'observer à tort une relation significative (ex : 5 % du temps si α = 0,05). Le seuil de 5 % est le seuil généralement accepté scientifiquement.